

*Alexis Troude**

LA NOUVELLE QUESTION DES BALKANS

*

La question des Balkans, que l'on croyait jetée aux oubliettes, est de nouveau d'actualité. Depuis l'annonce par Vladimir Poutine, fin novembre 2014, de l'abandon du projet South Streamⁱ, les Balkans occidentaux, placés au cœur de l'échiquier balkanique, sont devenus l'objet d'une confrontation quotidienne et parfois brutale entre les États-Unis et leurs alliés de l'UE d'un côté, la Russie et les puissances orientales (Turquie, Chine) de l'autre. La guerre froide, jamais véritablement éteinte, s'est en 2015 ravivée autour de cette nouvelle ligne de fracture entre blocs économique-politiques. La Serbie redevient, bien malgré elle, un enjeu majeur de cette confrontation tellurique. Dans le même temps, les républiques voisines du Monténégro, de Macédoine et de Bosnie-Herzégovine sont en proie à des conflits sociaux et politiques d'envergure, liés à la convoitise que suscitent les matières premières et au retour au premier plan de la question des minorités. Enfin le radicalisme islamique, né sur le terreau des guerres des années 1990, reprend une vigueur inquiétante pour toute l'Europe. Le constat s'impose : les Balkans sont en passe de redevenir une poudrière...

Les Balkans occidentaux au cœur des stratégies énergétiques des grandes puissances

Le 7 décembre 2014, Vladimir Poutine annonçait, tel un coup de théâtre, la naissance du gazoduc Turkish stream ; par un accord signé avec le Président turc Erdogan, le chef d'Etat russe signifiait que les exportations de gaz russe vers l'UE passeraient désormais par la Turquie. Il mettait ainsi fin aux attermoissements

du supposé « allié » bulgare qui, durant toute l'année 2014, a oscillé entre l'acceptation du projet Gazprom et les pressions de l'UE pour rejeter la construction du gazoduc russe. Peut-on pour autant dire que cela signe la fin du projet South stream? South stream est un gazoduc devant relier les ressources gazières russes en mer Caspienne et en Sibérie à l'Italie et à l'Autriche en passant par les Balkans. Traversant les pays alliés à la Russie, comme la Bulgarie et la Serbie, South stream avait commencé à être construit par un consortium international sous contrôle majoritaire du géant russe de l'énergie, Gazprom. Durant toute l'année 2014, les demandes réitérées de l'UE de respecter le troisième paquet énergétique ont abouti à la transformation par Poutine de South stream en Turkish stream. Mais celui-ci risque peut-être d'être remis en cause suite à la suppression d'un avion russe par l'armée turque le 24 novembre 2015.

Dix-sept ans après les bombardements de l'Otan sur la Serbie et le Kosovo, on parvient désormais à mieux cerner l'intérêt stratégique capital des Balkans dans le jeu énergétique mondial. À l'est, dans la basse-Morava, le corridor Xⁱⁱ draine déjà entre Budapest et Salonique des flux commerciaux vitaux pour la Macédoine et la Serbie. À l'ouest, le corridor IV aiguise les appétits de Gazprom ; reliant Trieste (Italie) à Constantza (Roumanie) il est sur l'axe d'expansion traditionnel des intérêts russes. L'Union européenne a investi, depuis 1997, huit milliards d'euros dans le corridor VIII Durrës(Albanie) Varna(Bulgarie) long de 1300 km entre mer Adriatique et Mer Noire. Or l'UE est sur cet axe est-ouest en concurrence avec les Américains. L'oléoduc américain AMBO se développe depuis 1997 entre mer Noire et mer Adriatique ; et le gazoduc américain Nabucco doit relier Istanbul à Vienne par la Roumanie. Le retour des Russes dans cette course à l'énergie est saisissant. Depuis 2007, le gazoduc Burgas (Bulgarie) - Alexandroupoli (Grèce), étant le premier tronçon du gazoduc Gazprom vers Vienne permet d'éviter la Turquie en passant par deux pays

orthodoxes. Surtout, le projet de gazoduc américain Nabucco est concurrencé par le projet russe Turkish Streamⁱⁱⁱ.

Passage obligé vers la Hongrie et la Roumanie, la Serbie se situe au débouché des tubes énergétiques balkaniques : les corridors européens IV et X la traversent, ainsi que les tracés des futurs gazoducs russe Gazprom et américain Nabucco. C'est pourquoi les grands industriels autrichiens, hongrois et russes tentent de s'implanter en Serbie. L'autrichien O.M.V. s'était déjà intéressé en 2006 à l'acquisition d'une raffinerie à Novi Sad ; début 2008, une alliance énergétique austro-hongroise était sur le point d'être conclue. Mais les Russes ont été plus rapides et ont acquis en décembre 2008 51 % de Naftna Industrija Srbije (NIS), la compagnie pétrolière serbe. La Serbie est ainsi devenue le terrain d'une confrontation géostratégique entre une Russie misant sur ce territoire comme second couloir énergétique vers l'Europe, après le gazoduc de l'Amitié (Ukraine-Hongrie-Autriche) et les États-Unis, désireux d'assurer l'approvisionnement des hydrocarbures d'Azerbaïdjan (mer Caspienne) en Europe centrale et occidentale

Or cette compétition entre Russes et Américains pose problème en Bosnie-Herzégovine. Le raffinage du pétrole importé vient principalement de Serbie et se fait dans deux raffineries, rachetées par le Russe Zarubezhneft, situées dans la partie serbe de la Bosnie : Sarajevo, en plus du lien de sujétion avec la Serbie, se retrouve dans une situation de dépendance directe vis-à-vis de la Republika Srpska. Par ailleurs, un projet de rattachement du réseau gazier bosniaque à South Stream aurait fourni à la Republika Srpska du gaz en quantité non négligeable.

Mais depuis le retournement de situation de décembre 2014, ce projet est resté lettre morte. Milorad Dodik, président de la Republika Srpska, constate amèrement que celle-ci « a perdu South Stream, sous la pression de l'UE » et qu'il ne lui « reste que deux centrales thermiques ». La politique conquérante en Europe orientale de l'UE pousse ainsi Dodik à se tourner vers la Russie ; le

Président de la Republika srpska a multiplié les contacts avec Poutine en 2015 afin de voir ensemble la modification des tracés énergétiques.^{iv} Enfin, le gouvernement monténégrin voudrait raccrocher son réseau énergétique à l'oléoduc chapeauté par les États-Unis Trans-Adriatic Pipeline (TAP), qui relie la Turquie à l'Italie — mais cela reste encore au niveau d'un projet.^v

Le retour en 2015 du conflit Est-Ouest est ici flagrant. South Stream est mort du fait de la pression exercée par l'UE sur l'un des pays qui l'ont récemment rejointe, la Bulgarie : celle-ci a déclaré en novembre 2014 ne plus vouloir des tubes gaziers russes. Poutine change alors son fusil d'épaule et propose dès novembre 2014 le Turkish Stream qui passerait par la Turquie, la Grèce puis la Macédoine et la Serbie. Or l'UE exerce une pression constante sur ces pays du Sud-Est de l'Europe afin d'empêcher la réalisation du Turkish Stream. Proposition d'un hypothétique « Anneau oriental »^{vi}, chantage aux crédits sur la Grèce et autre réanimation de projets UE-États-Unis datant des années 1990, comme le TAP, semblent pour le moment dissuader Gazprom et le gouvernement russe d'entamer des travaux d'envergure.

Un processus d'intégration européenne contrasté et parfois grippé

À l'intérieur des Balkans, le processus d'intégration européenne, déjà enclenché dans certains pays, semble en panne dans d'autres. Du nord au sud, six États balkaniques sont candidats à l'intégration, avec plus ou moins de bonheur. La Croatie a intégré l'UE en 2013 car elle a réglé son problème de frontière maritime avec la Slovénie et le général Ante Gotovina^{vii}, jusque-là principal point d'achoppement dans les négociations, a été condamné à 24 ans de prison en avril 2011 par le TPIY. Le petit Monténégro a obtenu le statut de candidat en novembre 2010, mais il reste aux dirigeants de Podgorica à régler des questions telles que le statut des réfugiés ou les « relations avec les minorités ». Pour sa part, la Serbie a obtenu le 1^{er} mars 2012 le statut officiel de candidat à l'Union européenne, ce qui constitue quand même une victoire diplomatique pour le gouvernement serbe ; mais il lui reste à régler la question du Kosovo, ce qui ne sera pas une mince affaire, afin d'intégrer l'Union européenne vers 2019.

Pour un deuxième cercle de pays, l'intégration paraît encore lointaine. La Bosnie-Herzégovine a signé en 2008 un Accord de Stabilisation et d'Association avec l'UE, mais les négociations sur l'adhésion achoppent encore sur des problèmes de fond comme la corruption des fonctionnaires ou le retour des déplacés^{viii}. Candidate à l'intégration depuis 2005, la Macédoine se rapproche très progressivement de l'UE. La Grèce est opposée à son entrée dans l'Otan et la question même du nom de cette république fragile n'est pas réglé ; en outre, la lenteur des réformes en matière de justice et de lutte contre la corruption freinent le processus d'adhésion. Quant à l'Albanie, qui a signé un Accord de Stabilisation et d'Association le 12 juin 2006, il lui a été conseillé en 2010 de prendre tout son temps avant de présenter son dossier officiel de candidature.

Les gouvernements balkaniques sont-ils responsables de cette pause, pour n'avoir pas rempli les conditions exigées par Bruxelles, ou bien y a-t-il eu un accord tacite des 27 membres de l'Union pour suspendre l'élargissement ? Les deux réponses semblent valables. Un officiel européen, qui a souhaité conserver l'anonymat, déclarait récemment : « Il n'existe pas de complot, mais la Serbie est bloquée à cause de La Haye^{ix}; nous n'avons pas d'accord sur la candidature du Monténégro ; nous avons dit à l'Albanie de ne pas poser sa candidature ; quant à la Macédoine, il ne s'y passe rien de positif ; et, plus généralement, nous sommes dans une crise financière. L'atmosphère est extrêmement négative »^x.

Le Kosovo : un État failli au cœur des Balkans

Le Kosovo, dont l'indépendance a été autoproclamée en 2008, est le parfait exemple d'un gouvernement sous protection américaine, dirigé par un régime lié à la mafia. Son territoire est gangrené par des phénomènes mafieux en tous genres : trafic d'héroïne, trafic d'armes et même esclavage sexuel. Le Kosovo est aussi le pays le plus pauvre d'Europe, avec un PIB par habitant de 3 500 euros par an (soit 290 euros par mois). Ce territoire mérite aux yeux de la majorité des spécialistes en géopolitique d'être qualifié d'État failli depuis la prise du pouvoir en 2008 par des clans mafieux^{xi}. Ses autorités n'ont pas pu empêcher la destruction de plus de 153 églises ou monastères serbes orthodoxes depuis la mise sous tutelle de l'ONU en 1999 et des attaques contre toute population non albanaise ont lieu chaque jour^{xii}.

Pourtant, le Kosovo est aujourd'hui l'une des régions les plus riches en minerais d'Europe. Le site de Kopiliq possède la cinquième réserve mondiale de lignite et la mine de Trepča regorge de plomb, de zinc et de cuivre aux teneurs exceptionnelles. On trouve également au Kosovo de l'argent, de l'or, du nickel, de la bauxite et du manganèse : selon un rapport de la Banque mondiale datant de novembre 2007, la valeur des richesses du sous-sol kosovar est évaluée à 13

milliards de dollars. Cette concentration de richesses sur un aussi petit territoire attise forcément les convoitises : Trepča, jusqu'ici exploitée par l'« Agence pour la Privatisation » internationale, doit passer sous contrôle des autorités du Kosovo, au grand dam du gouvernement serbe qui en était jusque là propriétaire (voir note IX)^{xiii}.

Malgré un lobbying intense des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux, les autorités autoproclamées de Priština ont encore du mal à s'imposer sur la scène internationale. Certes, à l'ONU, 111 pays sur 195 ont déjà reconnu le Kosovo en tant qu'État. Mais il n'est à ce jour ni indépendant, ni membre de l'ONU. La Cour internationale de Justice, dans une déclaration de juillet 2010, ne s'est pas prononcée sur le statut d'État et a laissé la question de l'indépendance en suspens. Or bon nombre de grandes nations (Russie, Chine, Inde), de pays émergents (Brésil, Afrique du Sud), ainsi que certains leaders du monde musulman (Iran, Indonésie) n'ont toujours pas reconnu le Kosovo en tant qu'État. En Europe, certains pays du bloc oriental (Slovaquie, Roumanie et Grèce) ainsi que l'Espagne n'ont pas voulu lui conférer un statut d'État, estimant que cela favoriserait l'éclatement de nombreux territoires européens. La plus grande partie des continents asiatique et latino-américain, au nom des principes de non-ingérence et de souveraineté nationale inscrits à la Charte de l'ONU, ne veulent pas non plus céder au chantage des dirigeants albanais du Kosovo. Et cette reconnaissance internationale tant attendue mais de plus en plus remise en cause commence à créer des troubles à l'intérieur même de ce petit territoire de 10 908 km²^{xiv}.

Bosnie-Herzégovine : un protectorat international gangréné par l'islamisme radical

Création artificielle des accords de Dayton de 1995, la république de Bosnie-Herzégovine, elle-même divisée en deux entités (la Republika Srpska et la Fédération croato-musulmane), vit une existence précaire depuis vingt ans. Toujours occupée par les troupes de l'EUFOR, la fragile Bosnie est administrée par le Haut Représentant de l'ONU qui agit comme un véritable proconsul romain, faisant et défaisant les 13 gouvernements locaux et les conseils municipaux^{xv}. Bien que l'UE tente de faire évoluer ces deux entités vers une unification à marche forcée, la Bosnie-Herzégovine pourrait ne devenir, une fois parties les forces internationales, qu'une « union molle de deux entités contraintes de vivre ensemble et trop différentes pour qu'un État digne de ce nom puisse fonctionner », selon l'expression d'un leader musulman. La Republika Srpska évolue vers un statut de large autonomie. En outre, l'entité artificielle croato-musulmane pourrait elle-même éclater, la minorité croate d'Herzégovine, qui bénéficie déjà du droit de vote en Croatie, n'attendant que l'occasion de rejoindre la « mère patrie ».

Les islamistes radicaux s'engouffrent dans cet espace vide laissé par la décomposition du pouvoir bosniaque. La conséquence directe et terrible de cet activisme salafiste très dynamique en Bosnie depuis plus de vingt ans est l'apparition d'affidés de l'islamisme radical moyen-oriental. Ainsi à Gornja Maoča, petite enclave salafiste au nord-est de la Bosnie-Herzégovine (partie musulmane), plusieurs habitants ont hissé le drapeau noir de l'État islamique en début d'année. On estime à plusieurs dizaines les combattants qui s'entraînent dans ce camp implanté par l'État islamique dans ces montagnes de Bosnie ; toutes les femmes y portent la burqa et les programmes scolaires suivent celui de la Jordanie. Entre 200 et 300 citoyens bosniens combattraient dans les rangs des

djihadistes en Syrie, sous le commandement de Nusret Imamović, le chef de la communauté wahhabite de Gornja Maoča, qui figure depuis le 24 septembre 2014 sur la liste des dix terroristes islamistes les plus recherchés par le département d'État américain. La menace d'actions en Europe à partir de ce type de camps est très probable ; l'idéologie de l'État islamique se propage sur le sol européen et a un ancrage territorial dans les Balkans.

Fin avril 2015, dans la ville de Zvornik, un jeune djihadiste a attaqué violemment un poste de police, faisant un mort et deux blessés parmi les policiers serbes. Il n'est pas anodin de voir que Zvornik, située en Republika Srpska mais en face de la fédération croato-musulmane, se trouve dans la même région que Gornja Maoča, à la confluence de la Bosnie, de la Serbie et de la Croatie. Le but de l'État islamique en Bosnie nord-orientale n'est pas seulement de réactiver les anciens réseaux djihadistes d'Al-Qaïda jamais définitivement éteints ici depuis les guerres de 1992-1995. Il s'agit aussi d'envoyer des soldats aguerris sur le terrain syrien et d'enraciner durablement en Europe un foyer islamiste dur, formé de combattants qui ont parfois plus de vingt ans d'habitudes djihadistes derrière eux. L'attaque a eu lieu dans un contexte de radicalisation — attaques terroristes sur la gendarmerie de Novi Grad en Republika Srpska^{xvi}, drapeaux de l'Arabie saoudite accrochés de façon ostentatoire sur les feux de croisement à Gradiška... La question sous-jacente est de savoir comment ces agissements peuvent se multiplier malgré la présence de plus de mille soldats de la mission EUFOR-Althéa ?

Le terrorisme islamiste n'est pas nouveau en Bosnie-Herzégovine. Soutenue financièrement par l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, l'Organisation de la jeunesse islamique active (AIO), a été fondée en 1995 par Nedim Haradžić, officier du groupe djihadiste « El Moudjahid ». Son programme est on ne peut plus clair : « Notre but est la formation en Bosnie-Herzégovine d'un État islamique basé exclusivement sur la charia, et dont le modèle est l'Arabie saoudite. » L'AIO, clairement néo-fondamentaliste, défend

une interprétation littérale des textes de la charia et l'intolérance envers les autres communautés religieuses. Elle possède plusieurs camps d'entraînement en Bosnie, où des anciens du conflit bosniaque entraînent les recrues au terrorisme. Le plus connu de ces camps est celui de «Gornja Maoča », regroupant jusqu'à 300 jeunes islamistes ultra-radicaux dans les années 2000; il est aujourd'hui utilisé par des extrémistes pour recruter de jeunes bosniaques voulant pratiquer le djihad au Moyen Orient. Il est intéressant de voir qu'après être passés par la République turque de Chypre-Nord, ces jeunes recrues sont ensuite envoyées au Sandjak et dans la vallée de Preševo, en Serbie du Sud^{xvii}.

Le groupe paramilitaire des « Cygnes noirs », qui avait perpétré des opérations de nettoyage contre les Serbes derrière les lignes ennemies en 1991-1995, est issu de la division « El Mudjahid », sorte de corps-francs intégrés à l'« Armée de Bosnie-Herzégovine ». Or l'ancien Président Alija Izetbegović, à la tête du pays lors du conflit bosniaque, ne cachait pas que cette division était l'héritière de la division «Waffen SS Handjar », rendue tristement célèbre par ses exactions contre les civils non-musulmans en 1941-45. On estime que 600 combattants y sont toujours actifs, ayant été recyclés comme gardes du corps du SDA, le Parti d'Action Démocratique, au pouvoir à Sarajevo.

La Macédoine, tiraillée entre irrédentisme albanais et guerre du gaz

Le spectre d'un nouveau conflit dans les Balkans est réapparu en début d'année dans le nord de la Macédoine. Les 9 et 10 mai 2015, un quartier entier de la ville de Kumanovo a été détruit et plus de 19 personnes sont mortes lors d'affrontements à l'arme lourde entre la police macédonienne et des combattants de l'ex-UCK, formation para-militaire albanaise ; parmi les assaillants, trois

étaient des chefs notoires de la guerre du Kosovo. Ces combats font suite à 15 ans de stratégie de tension de la part des groupes extrémistes albanais. En 2001, plus de six mois de guerre entre l'armée macédonienne et des groupes armés albanophones comme l'ANA et l'UCK avaient mis le pays à feu et à sang. Les accords d'Ohrid du 13 août 2001 avaient permis l'arrêt des combats, avant une pacification par l'Eufor. Mais, sporadiquement, des attentats et des actes politiques forts de la part des leaders albanophones secouaient le pays. En 2012, les extrémistes albanais semblent être passés à un niveau supérieur dans leur opération de déstabilisation. A la Pâques 2012, cinq jeunes Macédoniens assassinés ont été retrouvés au bord du lac Smiljkovac, ce qui a créé un émoi profond dans l'opinion publique macédonienne. Suite à de nombreux signes avant coureurs, comme l'érection de drapeaux noirs de l'Etat Islamique sur les toits de maisons dans la partie albanaise de Macédoine, une première attaque terroriste contre un commissariat eut lieu en avril 2015, blessant quatre policiers et préfigurant la tragédie de Kumanovo.

Cette recrudescence des actes terroristes pose la question du statut des albanophones de Macédoine. Selon le dernier recensement, qui date de 2002, ils représentent 25 % de la population ; mais, depuis cette date, on estime que leur proportion a augmenté et qu'ils sont désormais entre 30 et 40 %. Aux accords d'Ohrid d'août 2001, les albanophones de Macédoine avaient obtenu des droits importants : un quota de 20 députés (sur 120) au Parlement, et surtout cinq ministères et le poste de vice-premier ministre dévolus automatiquement à un albanophone. Enfin, des droits culturels uniques en Europe sont accordés aux albanophones de Macédoine : une université, trois heures d'émissions quotidiennes à la télévision nationale et un réseau de télévisions et radios en langue albanaise. Mais une certaine ambiguïté demeurait dans ces accords d'Ohrid : la notion de « peuples constitutifs » figure à côté du principe constitutif de « peuple macédonien ». Depuis, les leaders albanophones réclament une égalité linguistique totale (gouvernement, assemblée,

administrations, écoles) et une mixité systématique des unités de police et de l'armée. Mais le gouvernement central de Skopje ne peut accepter cette évolution car elle ouvrirait la voie à un rattachement à l'Albanie voisine, selon le schéma défendu par les extrémistes de l'UCK depuis 1999 afin de rendre réalisable le projet de « Grande Albanie »^{xviii}.

Début 2015, un mouvement de protestation agite la Macédoine. Au nom de la lutte contre l'« autocratie du pouvoir », des manifestants ont réclamé pendant deux mois la démission du premier ministre, Nikola Gruevski. Celui-ci s'est défendu en intentant dès le mois de janvier un procès aux leaders de l'opposition, accusant le dirigeant de l'opposition, Zoran Zaev, de « tenter de fomenter un coup d'État ». Mais cela n'a pas empêché les manifestants de poursuivre leur action. Zoran Zaev, à la tête du Parti social-démocrate macédonien (SDSM), est parvenu à réunir une plate-forme citoyenne englobant les minorités rom, albanaise et turque ; en face, les manifestations de soutien au pouvoir sont surtout le fait de Slaves macédoniens. On peut donc craindre, après les événements de Kumanovo, qu'un fossé se creuse entre Slaves et autres communautés.

La pression extérieure est, comme un scénario qui se répète à l'envie dans les Balkans, très forte. Le Commissaire à l'Élargissement et à la Politique de voisinage, Johannes Hahn, a exercé durant trois mois une pression directe sur Nikola Gruevski pour l'inciter à ouvrir à l'opposition des postes ministériels. Plus fort encore, l'UE a mis à contribution les voisins européens pour montrer ostensiblement au premier ministre la « bonne voie » à prendre. Ainsi, le Bulgare Sergueï Stanichev, président du Parti socialiste européen (PSE), s'ingère directement dans les affaires macédoniennes quand il lance aux manifestants : « Nous sommes ici pour écouter votre voix. Sachez que votre voix sera entendue par l'Union européenne. Personne ne peut l'ignorer. »

Il n'est pas surprenant que les événements à Skopje et le regain de violences intercommunautaires surviennent au moment où les autorités veulent diversifier

leurs sources énergétiques. Afin de ne pas dépendre seulement du gazoduc Nabucco, Nikola Gruevski a signé en février 2015 un accord gazier avec la Russie ; la compagnie russe Stroytransgaz a accepté de construire en Macédoine, pour 75 millions de dollars, un tronçon de 60 km raccordé en Grèce au futur Turkish Stream. Le premier ministre macédonien s'est déclaré favorable à ce gazoduc qui, rappelons-le, est appelé à distribuer le gaz russe en Europe en traversant la Turquie puis la Grèce, la Macédoine et la Serbie^{xix}.

Les États-Unis sont, eux aussi, très fortement impliqués dans le dossier macédonien. La Macédoine est traversée par le gazoduc Nabucco et, depuis la mort du projet South Stream, Washington a réactivé le gazoduc TAP (Trans Anatolian Project). Cette réactivation est facilitée par la présence, dans les arcanes du pouvoir macédonien, de nombreuses personnes liées aux intérêts américains depuis **(oui c'est cela)** les années 2000. L'escalade de la violence en Macédoine serait ainsi un moyen, pour les Américains, de saper la réalisation de Turkish Stream. Selon l'analyse du politologue serbe Dušan Proroković, les événements de Kumanovo « sont liés au gazoduc Turkish Stream et à la défaite des États-Unis en Ukraine. On instrumentalise les Albanais pour entraver la construction de Turkish Stream et exercer des pressions américaines sur l'Europe en provoquant un nouveau conflit dans les Balkans. »^{xx}

La Serbie sous pression constante de la communauté internationale

Le système occidental resserre son étau sur Belgrade depuis le début de l'année. Alors que plus de 72 % de la population se prononcent contre une éventuelle adhésion à l'Otan^{xxi}, les États-Unis viennent de faire avaler au gouvernement de Belgrade une bien amère pilule. Le 16 janvier 2015, la Serbie a signé avec l'Otan un Plan d'Action Individuel pour le Partenariat (IPAP), soit la dernière étape avant l'adhésion définitive à l'Alliance. Mais l'IPAP contient des clauses qui sonnent comme des rappels bien amers pour qui connaît l'histoire récente de la Serbie. Il stipule l'utilisation « pleine et entière du territoire de la Serbie » pour des manœuvres et prévoit l'installation de bases militaires sur son sol. Rappelons que ces conditions ont été considérées en février 1999 inacceptables par Slobodan Milosevic et ont entraîné la guerre de l'Otan contre la Serbie. Les bombardements intensifs entre février et juin 1999 se sont soldés par plus de 2 700 morts, en majorité civils — et cela, en contradiction avec les règles de l'Otan, alliance militaire défensive qui intervenait alors hors de sa zone militaire.

On comprend mieux aujourd'hui pourquoi, dès le 8 juin 1999, les troupes de l'Otan intervinrent au Kosovo-Métochie, province méridionale de la Serbie. Depuis cette date, le Kosovo est découpé en cinq zones militaires sous contrôle français, britannique, allemand, italien et américain. Cette présence n'a pas empêché la purification ethnique à l'encontre des Serbes et des Roms : le Kosovo était donc bien un laboratoire à la fois pour le nation-building onusien et pour l'installation de bases militaires américaines. Placées autour de la plus grande base américaine en Europe (le camp Bondsteel), des bases pourront désormais, grâce à l'aval du premier ministre Vučić accordé en juillet 2013^{xxii}, se déployer en Serbie même, renforçant un dispositif balkanique déjà

pléthorique (quatre bases en Roumanie, deux en Bulgarie et une en Bosnie-Herzégovine).

Mais Aleksandar Vučić n'en est pas à un revirement près. Le premier ministre serbe s'est entretenu le 8 février 2015 avec son homologue américain, le vice-président Joe Biden, sur la livraison de gaz azeri par le consortium américain Nabucco^{xxiii} en Serbie. L'idée serait d'effectuer un raccordement sur le réseau Nabucco : ainsi, le gaz du Turkménistan et d'Azerbaïdjan, acheminé de Bulgarie à Hongrie, connaîtrait un détour fort lucratif par la Serbie. Les États-Unis feraient ainsi d'une pierre deux coups : ils étendraient leur mainmise économique sur la Serbie et dameraient le pion à la Russie en contrecarrant son projet concurrent de Turkish Stream qui, sans le passage par la Serbie, est irréalisable.

Pour imposer leur diktat militaire et politique à la Serbie, les États-Unis utilisent un bras armé d'une redoutable efficacité : les Émirats arabes unis, qui ont ainsi déployé en quelques années leur emprise sur Belgrade par le biais d'investissements massifs de leur fonds souverain « Eagle Hills ». On en veut pour exemple le projet urbanistique pharaonique, dénommé « Beograd na vodi » (Belgrade sur l'eau), qui a pour but de réaménager totalement une zone désaffectée au bord de la Save. Ce projet donne aux Émiratis la propriété pleine et entière de plus de 2 millions de m² au cœur de la capitale serbe, à la confluence de la gare routière et de la gare ferroviaire. Après l'acquisition de la société nationale d'aviation JAT en 2013 (transformée en « Air Serbia » et devenue une simple plate-forme balkanique du réseau mondial « Etihad ») et l'achat de terres céréalières dans le nord du pays, le mariage entre la Serbie et les Émirats semble devenir une union au seul profit de la nation arabe qui utilise la Serbie comme Cheval de Troie dans l'Union européenne.

Encore mieux, les autorités de Belgrade semblent aussi se placer sous l'influence d'offices de consulting proches des Émirats. C'est ainsi qu'Aleksandar Vučić a recruté comme consultant Tony Blair, avec pour mission

de permettre une harmonisation des normes de la Serbie avec celles de l'Union européenne. Or ce sont les Émirats arabes unis qui vont payer les frais de consulting... et le cabinet Tony Blair Associates (TBA) entretient des liens étroits avec cette monarchie du Golfe. TBA aidera le gouvernement serbe à mettre en place des réformes d'austérité dans les secteurs dits prioritaires — des mesures fort semblable à celles actuellement imposées à la Grèce.

Par ailleurs, les responsables de l'Union européenne insistent toujours pour que Belgrade se joigne aux sanctions contre Moscou, expliquant à la Serbie que son adhésion serait grandement facilitée si elle acceptait de s'y associer. Pour le moment, Aleksandar Vučić refuse de sanctionner la Russie, et la population serbe est majoritairement russophile. Prendre des sanctions contre la Russie serait catastrophique pour la Serbie — pour preuve le projet avorté de South Stream, qui aurait placé la Serbie au cœur du réseau gazier des Balkans.

Mais la Russie de Poutine n'a pas dit son dernier mot. Le 9 mai 2015, 75 soldats de la « Garde nationale » serbe ont pour la première fois de leur histoire paradé sur la place Rouge aux côtés de l'armée russe à l'occasion de la célébration du soixante-dixième anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie. Cette participation de l'armée serbe aux cérémonies de la fin de la Seconde Guerre mondiale marque non seulement un tournant par rapport aux choix toujours pro-occidentaux des équipes au pouvoir après la chute de Milošević, mais aussi une orientation pro-russe profonde du président de la Serbie. Tomislav Nikolić avait été le maître d'oeuvre de la grande parade conjointe des armées russe et serbe en octobre 2014, une première pour la Serbie depuis son indépendance de 2006 ; cet événement reprenait la tradition des parades militaires qui par deux fois avaient été organisées à Belgrade par les autorités yougoslaves du temps de l'URSS.

On connaît dans ce registre l'appui diplomatique inconditionnel depuis 1999 de la Russie à la diplomatie serbe, notamment sur la question du Kosovo. En contrepartie, Belgrade a toujours été loyale, ce qui a été démontré ces

derniers mois par les prises de position fréquentes du premier ministre Vučić contre les sanctions à la Russie.

L'embargo européen visant la Russie a permis à la Serbie de renforcer ses ventes agricoles à la Russie de façon substantielle en 2014 et en contrepartie à celle-ci de contourner l'embargo. Mais l'UE a engagé, en guise de châtement, une véritable « bataille du lait ». C'est ainsi que la Serbie est devenue, ces deux dernières années, une terre de prédilection pour le « land-grabbing », notamment dans la riche région agricole de Voïvodine, au nord du Danube, là où des multinationales de l'agro-business achètent à tour de bras terres et anciens combinats agricoles, transformant petit à petit la Serbie — dont l'agriculture est la grande richesse — en un pourvoyeur de matières premières mais aussi en un débouché pour les surplus de l'agriculture de l'UE. Depuis le printemps 2015, pour pallier les déficits créés par les sanctions contre la Russie, l'UE déverse des tonnes de lait à bas coût en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

Pour le sénateur américain Chris Murphy, l'influence grandissante de la Russie en Serbie est une menace : « La Russie marche sur la Serbie avec une plus grande influence que jamais... Nous avons besoin de ressources pour mettre en oeuvre une stratégie » contre la Russie. Peut-être fait-il allusion aux tous derniers schémas envisagés par les Russes quant à l'approvisionnement énergétique de la Serbie. Alexeï Miller, dans une interview donnée le 9 avril 2015 à un journal belgradois, affirmait que Gazprom n'avait pas enterré le projet South Stream, mais avait seulement dû changer son parcours face aux oukazes de l'UE. Le nouveau tracé, **celui de Turkish Stream**, passerait par Istanbul et Thessalonique ; venant du sud, il présenterait même un surplus de 160 kilomètres à travers le territoire serbe. En février Milorad Dodik, président de la République serbe de Bosnie avait reçu Miller pour discuter de cette éventualité ; et Alexis Tsipras a réitéré le 21 avril dernier, lors de sa visite à Moscou, sa volonté de voir rapidement l'implantation de ces tubes énergétiques sur le sol grec. La Russie poutinienne reste donc dans la course en Serbie.

Le Monténégro entre Russie et États-Unis

Depuis le début du mois d'octobre 2015, de violentes manifestations menées par l'opposition déstabilisent le gouvernement de Milo Djukanović. Rassemblant plusieurs partis pro-serbes, elles ont pour mots d'ordre la transparence et la dénonciation de la corruption du Front démocratique au pouvoir (**oui c'est cela**). Le gouvernement a décidé dès le 17 octobre de réprimer violemment le mouvement, choisissant la fuite en avant. Après plus de trois semaines de fortes manifestations, les autorités de Podgorica ont accusé et mis en prison deux des principaux leaders de l'opposition, choisissant ainsi la manière forte.

Les protestataires refusent les négociations actuelles sur l'entrée du pays dans l'Otan. Bombardée par cette même institution militaire en 1999, une partie de l'opinion monténégrine refuse l'intégration à marche forcée et sans débat, ni parlementaire ni citoyen, dans le Pacte atlantique. Par ailleurs, ce conflit montre bien que le clivage entre le tiers de Serbes, regroupés à l'ouest et au nord du pays, et les Monténégrins et les Albanais, soutiens du gouvernement résidant au centre et au sud-est, devait finir par refaire surface neuf ans après une indépendance mal digérée par la minorité la plus nombreuse, les Serbes (32 % de la population). Enfin, l'usure du pouvoir devait bien aboutir à cette grogne sociale et identitaire. Milo Djukanović, arrivé très tôt en politique, a été président dès 1997, et en est à sa quatrième charge de premier ministre ! Très lié au lobby cigarettier américain (Philipp Morris et British American Tobacco), Djukanović a été poursuivi par des tribunaux italiens pour trafic de cigarettes mais, soutenu par les États-Unis, il s'en est toujours sorti indemne^{xxiv}.

En fait, ces remous internes au Monténégro ne sont que la conséquence logique du jeu qui oppose la Russie aux États-Unis. La Russie avait, dans les années suivant l'indépendance de 2006, effectué des investissements très fructueux. Des hommes d'affaires russes ont racheté tous les plus grands hôtels du littoral Adriatique : le fameux Queen of Montenegro de Bečići, l'Albatros d'Ulcinj et le Fjord de Kotor. Les Russes construisent aussi le massif Hôtel Splendid à Bečići, ainsi que de nombreux hôtels particuliers. Le maire de Moscou, Iouri Loujkov, et le frère de Roman Abramovitch ont acquis de grandes propriétés sur la côte monténégrine. L'économiste Nebojsa Medojević déclarait en 2009 que « la moitié de la richesse produite au Monténégro est aux mains des Russes »^{xxv}. Le magnat russe Oleg Deripaska a agrandi le complexe d'aluminium KAP, énorme consommateur d'électricité : 1,4 milliard de kwh — soit l'équivalent du déficit énergétique du pays — pour une production passée à 120 000 tonnes d'aluminium par an. Mais cette toute-puissance russe a été gravement affectée par les sanctions que les autorités de Podgorica ont votées en 2014, à la suite de leur mentor états-unien ; depuis, on assiste à une fuite massive des capitaux russes.

Les États-Unis ont accentué en 2015 leur pression sur le gouvernement de Djukanović pour qu'il intègre l'Otan. La Maison Blanche avait déjà, depuis de nombreuses années, obligé le Monténégro à abandonner ses équipements militaires liés au Pacte de Varsovie, réduisant par exemple sa flotte navale à la portion congrue. C'est donc logiquement que, le 2 décembre 2015, l'Otan a « invité » le Monténégro à rejoindre l'Alliance atlantique, ce qui signifie son intégration à la mi-2017.^{xxvi} Le Pacte atlantique est perçu par le gouvernement monténégrin philo-occidental comme « la garantie la plus fiable pour les investisseurs » et le seul moyen d'assurer la sécurité. Mais la Russie, voyant là lui échapper un point d'appui en mer Adriatique et une nation toujours très proche de ses positions diplomatiques, a vite réagi. Vladimir Poutine a annoncé,

dans les jours suivant la décision de l'OTAN, l'arrêt de l'ensemble des échanges commerciaux avec les entreprises monténégrines; il imposait également aux tours-operators russes de ne plus envoyer de touristes sur la côte monténégrine.

Conclusion

Il n'est pas anodin de voir que ces tensions dans les petites Républiques des Balkans occidentaux surviennent au moment où Turkish Stream, nouvel avatar des projets énergétiques de Poutine après l'abandon de South Stream, a modifié son itinéraire pour passer par la Macédoine. La Russie n'est pas en reste puisque le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) a signé un accord de partenariat avec Nikola Gruevski en prévision de la construction de ce gazoduc sur le territoire macédonien. Une ligne de confrontation s'installe en Macédoine entre le gouvernement pro-russe et l'opposition pro-américaine ; au Monténégro, le schéma est inverse, tandis que les autorités serbes ont opté pour une politique de neutralité difficile à tenir.

Sachant que plus de 40 % des livraisons du gaz russe vers l'Europe proviennent d'Asie, on assiste donc en Europe du Sud-Est à une grande redistribution des cartes. La Russie se tourne de plus en plus vers l'Asie, pendant que la Chine s'installe dans les Balkans. Celle-ci a décidé de faire de la Serbie une plate-forme énergétique : Pékin va construire deux centrales thermiques et un réseau ferré de trains rapides entre la Grèce et la Hongrie *via* Belgrade^{xxvii}. Dans cette nouvelle Question d'Orient, les Balkans sont devenus le centre européen du Grand jeu énergétique mondial.

ⁱ « South stream » est un gazoduc devant relier les ressources gazières russes en mer Caspienne et en Sibérie à l'Italie et à l'Autriche en passant par les Balkans. Traversant les pays alliés à la Russie, comme la Bulgarie et la Serbie, South stream avait commencé à être construit par un consortium international sous contrôle majoritaire du géant russe de l'énergie, Gazprom. Durant toute l'année 2014, les demandes réitérées de l'UE de respecter le troisième paquet énergétique, ainsi que les attermolements de la Bulgarie, ont abouti aux résultats qu'escomptaient les têtes pensantes de Bruxelles. Vladimir Poutine, voyant la mauvaise volonté manifeste de

l'UE, a décidé en novembre 2014 de mettre fin au projet South Stream en l'état : il lui préfère à partir de janvier 2015 un tracé passant par la Turquie, le « Turkish stream ».

ⁱⁱ Les corridors pan-européens sont des axes de transport institués par l'UE à la Conférence d'Helsinki en 1997 afin de mieux relier l'Europe centrale et orientale à l'UE. Chaque corridor est composé d'une autoroute, d'une voie ferrée et d'un tube énergétique ; sur fonds européens, ces corridors sont encore en voie de construction en 2016. Le corridor X, pensé à la fin des guerres de Yougoslavie, est le plus ambitieux d'Europe de l'est : il relie Salzbourg en Autriche à Salonique en Grèce en passant par la Hongrie, la Serbie et la Macédoine. Cela signifie donc l'ouverture de l'Europe centrale sur la mer Méditerranée.

ⁱⁱⁱ Alexis TROUDE, *Géopolitique de la Serbie*, Ellipses 2006, pp 9-14.

^{iv} Milorad DODIK, Président de la Republika Srpska (une des deux entités constitutives de la Bosnie-Herzégovine), émission « *Telering* », télévision bosniaque OBN, 18/01/2015.

^v Marina GLAMOČAK, *L'enjeu énergétique dans les Balkans*, Technip 2013, pp143-154.

^{vi} L'« Anneau oriental » est depuis le début de l'année 2015 apparu dans la presse spécialisée, sans que l'on sache bien de quoi il s'agit. Aux yeux de la Commission européenne, dans sa lutte acharnée contre la Russie poutinienne, ce serait un concurrent, en Europe centrale, au gazoduc Northstream déjà existant entre Russie et Allemagne. Les Européens reprendraient ainsi la main sur le ventre mou du système russe en Europe, la Mitteleurope ; mais jusqu'à quand ?

^{vii} Condamné en première instance à 24 ans de prison, pour des crimes contre l'humanité et crimes de guerre contre des Serbes de Croatie, le Croate Ante Gotovina a été acquitté le 16 novembre 2012 par la chambre d'appel du TPIY. Gotovina avait fait partie, intégré à la Légion étrangère, d'opérations de l'armée française en Centrafrique et en Côte d'Ivoire dans les années 1970 ; ensuite il aide, pour le compte d'officines privées, les paramilitaires dans plusieurs pays d'Amérique centrale.

Les faits qui lui sont reprochés s'étaient produits pendant l'opération «Tempête» : en août 2015, Gotovina dirige les troupes croates qui vont expulser en trois jours 220 000 Serbes de Croatie et, n'hésitant pas à faire tirer son aviation sur les colonnes de réfugiés, provoquer la mort de 1800 civils. Cette opération, qui avait pour but la reconquête de la République serbe autoproclamée de Krajina, l'une des dernières poches de résistance tenues par les Serbes de Croatie en 1995, a réussi car elle a précipité la fin de la guerre de Croatie (1991-1995).

Lors de l'acquittement prononcé en novembre 2012, le gouvernement croate a immédiatement salué cette décision ; la Serbie l'a condamnée, estimant que le TPIY, toujours en train de juger les Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et Ratko Mladic, avait perdu «*toute crédibilité*». Même Carla Del Ponte, ex-procureur du TPIY, déclara à propos de cet événement : « Je suis choquée (...) la crédibilité du tribunal est mise en question ».

^{viii} Les Accords de Dayton sont signés le 21 novembre 1995 et, mettant fin à la guerre civile bosniaque, ils créent les institutions de l'actuelle République de Bosnie Herzégovine. Cet accord avait réussi à séparer les belligérants en créant une frontière intérieure entre l'entité de Republika Srpska, majoritairement serbe et la Fédération Croato-musulmane, rassemblant Musulmans et Croates.

Mais les concepteurs de ces accords prévoient qu'une fois la paix installée, les réfugiés partis partout en Europe, et surtout les déplacés internes à la Bosnie-Herzégovine, réintégreraient leurs foyers qu'ils occupaient avant la guerre. Or sur ce plan là les Accords de Dayton restent un fiasco car encore en 2012, sur plus de 2 000 000 déplacés et réfugiés, seuls un peu moins de 400 000 ont retrouvé leur domicile.

^{ix} Le gouvernement serbe a le sentiment, face à la question des criminels des guerres des années 1990, de faire face à une politique du deux poids deux mesures de la part de la communauté internationale. Alors que d'anciens chefs de guerre albanais, comme Ramush Haradinaj, ou croates, comme Ante Gotovina, ont été relâchés suite à un procès, les géôles du TPIY sont emplies de responsables militaires ou politiques serbes. Si on prend en considération uniquement le territoire de Bosnie-Herzégovine, 52 inculpations avaient été retenues dès 1997, dont 45 contre des Serbes et 7 contre des Croates ; en 2001, 34 militaires ou hommes politiques serbes avaient

été arrêtés et emprisonnés à La Haye. Certains d'entre eux sont depuis décédés à La Haye, suite à de graves maladies ou bien de suicides.

^x Gilles TROUDE, « Le Kosovo et les couloirs européens »

http://www.strategicsinternational.com/20_16.pdf

^{xi} Le Kosovo-Métochie est une province autonome de la Serbie depuis 1974. Après les bombardements de l'OTAN sur tout le territoire de la Serbie au printemps 1999, l'ONU installe une administration intérimaire sur cette province méridionale de la Serbie, la MINUK. En février 2008, le Parlement de la province du Kosovo-Métochie, à majorité albanaise, proclame de façon unilatérale la scission de ce territoire de la Serbie ; il élit Hashim Thaçi au poste de Premier ministre de février 2008 jusqu'en décembre 2014. Ancien chef de guerre de l'UCK dans les années 1990, Thaçi était arrivé sur la scène politique internationale en 1999 lorsqu'on le remarqua, aux côtés de la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, défendre les positions des Albanais du Kosovo à la conférence de Rambouillet. Dans les années 2000, Thaçi a été accusé d'être à la tête d'un réseau de trafic d'héroïne, ce qui lui vaut un mandat d'arrêt international en 2003. En 2010 Carla del Ponte, ex-procureur du TRPITY et Dick Marty, député du Conseil de l'Europe, le soupçonnent également d'avoir, durant le conflit au Kosovo en 1999, couvert un trafic d'organes concernant de jeunes militaires serbes.

^{xii} La situation des minorités au Kosovo est actuellement catastrophique. Depuis 1999, les exactions quotidiennes menées par les extrémistes albanais ont chassé plus des deux tiers des Roms ; en avril 2004 des émeutes raciales ont provoqué la mort de 17 non-Albanais. Les 120 000 Serbes restant sur ce territoire survivent dans des enclaves complètement coupées du monde. Un apartheid de fait s'est installé au Kosovo, avec des lignes de car, des hôpitaux et des écoles pour Albanais ou pour Serbes. Plus aucun Juif ne réside à Priština, ville centrale du Kosovo.

Voir « Rapport 2008 sur le Kosovo-Métochie », Collectif Citoyen pour la Paix au Kosovo-Métochie, présenté au Parlement européen le 10 octobre 2007.

^{xiii} Amra ZEJNELI, « Trepca passe-t-elle sous le contrôle des autorités du Kosovo ? », *Slobodna Evropa*, 16/01/2015.

<http://www.slobodnaevropa.org/content/trepca-prelazi-u-vlasnistvo-vlade-kosova/26797665.html>

^{xiv} En novembre 2015, les députés au Parlement de Priština en sont à plusieurs reprises venus aux mains et du gaz lacrymogène a été jeté dans l'hémicycle ; dans la rue, le leader du parti « Autodétermination » Alban Kurti organise des manifestations massives, réprimées par la police. En effet au moment où l'UE a lancé des négociations en vue d'un accord de normalisation entre Serbie et Kosovo, certains Albanais du Kosovo voient cela comme une non reconnaissance de l'indépendance. Cette crise politique est accentué par le fait que le 9 novembre 2015, la majorité des pays membres de l'UNESCO refusait que le Kosovo fasse partie de cette institution liée à l'ONU !

^{xv} Les Accords de Dayton, signés en décembre 1995 à la fin de la guerre civile bosniaque, ont créé en Bosnie-Herzégovine deux entités distinctes, disposant chacune d'une armée, d'un Parlement et d'un gouvernement : la « Fédération croato-musulmane », avec Sarajevo pour capitale, et la « Republika Srpska », dont la capitale est Banja Luka. Pour mieux respecter la souveraineté des trois peuples constitutifs, chaque Entité a un gouvernement et une Constitution. A l'intérieur de chaque entité la décentralisation est de règle, maintenant des pouvoirs localisés accrochés à leurs prérogatives : la *Fédération croato-musulmane* est subdivisée en 10 cantons, chacun à dominante croate ou musulmane, la *Republika Srpska* en trois cantons. Il y a donc à l'heure actuelle 13 gouvernements en Bosnie-Herzégovine.

^{xvi} Novi Grad est devenu le point névralgique du conflit d'intérêts entre Occident et Islam en Bosnie-Herzégovine. En effet, l'année 2014 a vu plusieurs attaques de la part de djihadistes, dont celle de la gendarmerie de cette bourgade au nord de la Bosnie. Mais le 10 décembre 2015, c'est un autre type de conflit qui devait régler la Republika Srpska : des policiers de la SIPA (Agence pour les poursuites et la protection de la Bosnie-herzégovine) intervenaient dans plusieurs bâtiments publics comme le commissariat de la ville, afin d'arrêter cinq suspects serbes de crime contre les musulmans, durant la guerre de 1992-1995. Cela est vécu comme une provocation de la part de Milorad Dodik, Président de la Republika Srpska, qui estime que la collaboration a été

toujours bonne entre police serbe et SIPA, mais que par cet acte la SIPA, émanation de l'EUFOR, exerce un fait accompli. Dodik décide donc de rompre le 11 décembre la collaboration avec la SIPA, remettant en cause le fragile équilibre des Accords de Dayton. Aussi à Banja Luka et à Laktasi dans la semaine précédente, amenant une certaine nervosité de la part de la police serbe qui jusque là collaborait parfaitement avec la SIPA !

^{xvii} “Un camp de djihadistes à 250 km de Belgrade”, Novosti, 27/05/2015.

Il s'agit ici du camp d'entraînement de l'Etat islamique d'Ošve près de Maglaj en Bosnie-Herzégovine. De ce camp situé dans un village d'à peine 250 habitants seraient partis déjà 12 djihadistes en Syrie en 2015.

<http://www.novosti.rs/vesti/planeta.300.html:550106-Kamp-dzihadista-na-250-km-od-Beograda>

^{xviii} Christophe CHICLET, « L'UCK cherche une revanche en Macédoine », *Le Monde Diplomatique*, avril 2001, p 22.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2001/04/CHICLET/1793>

^{xix} Céline BAYOU, « Turkish stream, la bataille ne fait que commencer », 9 juin 2015,

www.diploweb.com

^{xx} Zoran MALAGURSKI, « Révolution colorée en Macédoine, un moyen de saper le Turkish stream ? », Sputniknews, 12/05/2015.

<http://fr.sputniknews.com/international/20150512/1016047668.html>

Kumanovo est une ville multi-ethnique à l'intersection entre Macédoine, Serbie et Kosovo. Selon l'analyste, en manipulant ces anciens soldats de l'UCK ayant participé à la guerre de 1999, certains services dont ceux de l'EU auraient pour but de gêner le premier ministre macédonien Gruevski au moment où il se rapproche de la Russie. Kumanovo étant non loin des tracés énergétiques russe et américain, créer ici une zone d'instabilité ferait reculer les Russes dans leur projet non avorté d'un gazoduc à travers les Balkans.

^{xxi} POLITIKA, Quotidien belgradois de référence, dans une enquête de l'agence « Marketing Plus » publiée le 04/05/2015.

^{xxii} Milan MARKOVIC, « Les Américains construisent une base militaire dans le sud de la Serbie », Btb, 12/09/2013.

<http://www.vaseljenska.com/vesti/amerikanci-grade-vojnu-bazu-na-jugu-srbije/>

La base « Jug » (Sud) est une base que les autorités serbes construisent en étroite collaboration avec la garde nationale de l'Ohio. Située dans la zone de protection militaire près de Bujanovac, aux confins du Kosovo, elle devrait servir d'antichambre pour le Partenariat pour la paix. En effet la base « Jug » est prévue pour être un centre d'entraînement, dans le cadre du Partenariat pour la paix, pour des opérations multinationales sous égide américaine.

Mais certains diront que la base « Jug » fait le pendant au « Centre humanitaire russo-serbe ». Cette base russe située près de la seconde ville de Serbie, à Niš, existe depuis 2012. Prévue pour assister les pays de la région en cas de catastrophes naturelles et situations d'urgence, elle est considérée par les Américains à tout le moins comme un point avancé de la présence russe dans leur sphère d'influence.

Voir Djordje MITIC, « Guerre froide à Niš à cause d'une base russe », Politika, 23/05/2015.

^{xxiii} Lancé bien avant South stream, le projet américain de gazoduc Nabucco, soutenu par l'UE, devait fournir à l'ouest de l'Europe le gaz de mer Caspienne ; son tracé passait par la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie. Mais devant la concurrence de South stream, et la défection de la Turquie et de l'Azerbaïdjan en 2011, il avait un moment été abandonné. Devant le blocus de l'UE sur le projet South stream, le gazoduc américano-européiste renaît de ses cendres depuis 2014 sous le nom de Nabucco-West, avec quasiment le même tracé.

^{xxiv} Mathieu MARTINIERE, « Comment l'industrie du tabac autorise la contrebande au Monténégro », Sciences et santé, 08/07/2015

<http://www.slate.fr/story/103807/industrie-tabac-contrebande-montenegro>

^{xxv}Jean-Arnault DERENS, « Quand les oligarques russes s'achètent le Monténégro », *l'Humanité*, 14/09/ 2006.

^{xxvi} « OTAN : la question de l'intégration du Monténégro avancée à fin 2015 », 29/06/2015, www.sputniknews.com

^{xxvii} Les Chinois ont déjà construit deux ponts importants à Belgrade. Sont en construction une centrale thermique en Serbie et une autre en Republika Srpska. Enfin plusieurs autoroutes ont été confiées à des sociétés chinoises : les axes stratégiques Belgrade vers la frontière hongroise et vers la Bosnie-Herzégovine. Lors du 3ème sommet Chine/CEE du 16 décembre 2014, le responsable chinois Li Ketchen ne s'y est pas trompé : « Les PECO disposent de bons ports et autoroutes. Si nous pouvons les relier, nous pouvons obtenir une ligne maritime et continentale entre la Chine et l'Europe, ce qui nous permettrait d'abaisser nos coûts ». L'Europe du sud-est représente donc une porte d'entrée chinoise vers l'UE.